



**PRÉFET  
DU FINISTÈRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

**ARRÊTÉ METTANT EN DEMEURE LA COOPÉRATIVE EUREDEN DE RESPECTER  
LA RÉGLEMENTATION RELATIVE À LA PRÉVENTION DES EXPLOSIONS  
ET DES INCENDIES POUR LES SILOS QU'ELLE EXPLOITE DANS  
LA ZA DE KERVIDANOU À QUIMPERLÉ**

**LE PRÉFET DU FINISTÈRE**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2160-2a concernant les silos verticaux ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, modifié par l'arrêté ministériel du 23 février 2007 ;

VU l'étude de dangers transmise le 17 mai 2006 par la coopérative Coopagri Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral n°42-09AI du 7 août 2009 autorisant la coopérative COOPAGRI BRETAGNE à exploiter un établissement spécialisé dans le stockage de céréales ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales n°2022/31 du 31 août 2022 ;

VU l'étude de dangers transmise le 17 mai 2006 par la coopérative Coopagri Bretagne ;

VU le récépissé préfectoral du 19 mars 2012 donnant acte du changement d'exploitant des installations autorisées par l'arrêté du 7 août 2009 susvisé au bénéfice de la coopérative Triskalia ;

VU le courrier de la préfecture du 30 décembre 2021 prenant acte du changement d'exploitant des installations autorisées par l'arrêté du 7 août 2009 susvisé au bénéfice de la coopérative Eureden ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) du 19 avril 2024 transmis à l'exploitant conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'Environnement ;

VU les courriers de réponse de l'exploitant du 30 mai et du 10 juillet 2024 ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) du 8 août 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que le site a subi deux incidents :

- dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 2023, un départ de feu est survenu dans le séchoir n°1 ;
- le 15 février 2024 en début d'après-midi, un départ de feu est survenu au niveau de l'élévateur de la tour de manutention n°2 ;

CONSIDÉRANT que d'après l'étude de dangers susvisée :

- il s'avère que les effets indirects et les effets irréversibles d'une explosion de poussières dans une cellule de stockage de 2000 m<sup>3</sup> sont susceptibles de sortir du périmètre de l'ICPE et d'être ressentis à hauteur d'homme ;
- que ces effets indirects impacteraient une partie du commerce Magasin Vert, de statut Etablissement Recevant du Public 3, situé à proximité des capacités de stockage et que des effets irréversibles pourraient être subis par les personnes situées sur une partie du parking de ce commerce ;
- que la structure du commerce Magasin Vert comprend de nombreuses surfaces vitrées, dont une verrière située du côté des cellules de stockage de 2000 m<sup>3</sup> ;
- qu'en cas d'explosion d'une des cellules de stockages de 2000 m<sup>3</sup>, cette verrière serait soumise à des effets de surpression non pris en compte à sa conception et à sa construction ;

CONSIDÉRANT que les incidents ont affecté deux équipements dont l'exploitation présente des risques pour les personnes et l'environnement proche (ERP MAGASIN VERT) ;

CONSIDÉRANT que dans de telles situations, l'absence de déclaration de l'incident est de nature à différer l'engagement des dispositions de protection des populations en cas d'accident majeur ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 7 août 2009 susvisé précise à l'article :

- 7.7 : « Lorsque les travaux ont lieu dans une zone présentant des risques importants, ils ne sont réalisés qu'après arrêt complet et vidange des installations de la zone concernée, nettoyage et dégazage des appareils à réparer, vérification préalable de la non explosivité de l'atmosphère » ;
- 8.7 : « Une surveillance est mise en place après la fin des travaux suivant une fréquence et une durée fixées par l'exploitant dans le permis feu » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 16 février 2024, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté :

- au pied de l'élévateur la présence de grains avec la sangle qui s'est rompue ; l'exploitant a déclaré n'avoir :
  - ni nettoyé l'intérieur de l'élévateur et ni vérifié s'il était vide ;
  - pas vérifié la non explosivité de l'atmosphère ;
- que l'exploitant n'a pas établi de consignes particulières relatives aux contrôles à effectuer après toute intervention (fréquence, durée et moyens) ; seul le plan de prévention spécifique conclu le 9 janvier 2024 entre la coopérative EUREDEN et la société de maintenance indique que les deux parties doivent réaliser une surveillance de leur zone, 2h après travaux ; or l'entreprise de maintenance est parti tout de suite après la fin des travaux et la fumée a été détectée 30 minutes après la fin des travaux ;

CONSIDÉRANT que d'après la base de données ARIA, la fréquence d'accidents dans les silos de matières végétales est beaucoup plus élevée en phase de travaux ;

CONSIDÉRANT dès lors que le risque de prévention d'un incendie, ou d'une explosion de poussières n'a pas été pas suffisamment prévenu ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 7 août 2009 susvisé précise à l'article 4.2 : « Les eaux pluviales recueillies à partir de l'établissement sont évacuées dans un ruisseau, affluent rive gauche du Dourdu, équipé en aval d'un bassin écrêteur d'orage. [...] Au préalable, elles transitent au travers d'un ouvrage tampon débourbeur étanche, d'un volume minimal de 500 m<sup>3</sup> :

- d'un orifice de rejet en continu [...], muni d'une vanne de fermeture rapide, judicieusement disposée, [...] » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 16 février 2024, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que :

- l'accès à la vanne est dangereux du fait de la présence de ronces au sol pour y accéder ;
- la vanne n'était pas totalement fermée, un filet d'eau continuait de couler dans le milieu naturel ; l'exploitant a déclaré qu'il n'était pas possible de fermer davantage la vanne.

CONSIDÉRANT en conséquence, qu'en situation d'accident, les eaux susceptibles d'être polluées ne seront pas confinées et pourraient porter atteinte à l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 7 août 2009 susvisé précise à l'article 8.10 : «[...] les organes mécaniques mobiles, les appareils de manutention et [...] font l'objet d'opérations de maintenance et de contrôle de leur bon fonctionnement selon des fréquences déterminées par l'exploitant et précisées dans les procédures de maintenance.» ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 16 février 2024, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) l'exploitant a indiqué que la sangle de l'élévateur était vérifiée annuellement par une société extérieure mais n'a pas été en mesure d'indiquer en quoi consistait ce contrôle ;

CONSIDÉRANT que dans son courrier du 10 juillet 2024, l'exploitant n'a pas apporté de document permettant de justifier du contrôle de la sangle ;

CONSIDÉRANT dès lors que le risque de prévention d'un incendie, ou d'une explosion de poussières n'est pas suffisamment prévenu ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 7 août 2009 susvisé précise à l'article 8.8 : « Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des 2/3 de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 16 février 2024, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'éclairage de la galerie sous-cellule n'était pas ATEX alors que la galerie sous-cellules doit être considérée comme une zone ATEX ;

CONSIDÉRANT dès lors que les mesures de prévention et de réduction des risques dans la galerie sous-cellule ne sont pas mises en place ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 7 août 2009 susvisé précise à l'article 7.1 : « L'exploitant définit, sous sa responsabilité, deux types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion :

- une zone de type I : zone à atmosphère explosive permanente ou semi-permanente ;
- une zone de type II : zone à atmosphère explosive, épisodique, de faible fréquence et de faible durée » ;

Considérant que lors de l'inspection du 16 février 2024, l'inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que la tour de manutention est considérée zone non ATEX alors que dans le permis de feu signé le 15 février 2024, il est indiqué que cette zone est ATEX ;

CONSIDÉRANT dès lors que le zonage ATEX doit être mis à jour et que le matériel présent dans les zones à risque doit être adapté ;

CONSIDÉRANT que face à cette situation et eu égard à l'importance des atteintes aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Coopérative EUREDEN de satisfaire les dispositions des articles 4.2, 7.1, 7.7, 8.7, 8.8 et 8.10 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2009 susvisé ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Mise en demeure**

La Coopérative EUREDEN est mise en demeure de respecter :

- sous un délai maximal de 8 jours à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions des articles 4.2, 7.7 et 8.7 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2009 susvisé ;
- sous un délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions des articles 7.1, 8.8 et 8.10 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2009 susvisé ;

## Article 2 - Sanctions administratives

Faute de se conformer dans les délais aux dispositions du présent arrêté, l'intéressé s'expose, indépendamment des poursuites pénales qui pourront être engagées à son encontre, aux mesures administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## Article 3 - Information des tiers

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

## Article 4 - Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

- 1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## Article 5 Exécution

Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, l'Inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement et l'exploitant de la coopérative EUREDEN sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au maire de la commune de Quimperlé.

Quimper, le **14 AOUT 2024**

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



François DRAPÉ

Destinataires :

- Mairie de Quimperlé
- coopérative Eureden
- Inspection de l'environnement – DREAL UD 29